

L'ÉCO

de la semaine

15 Juin au 21 Juin 2024

SOMMAIRE

Aviation : Madagascar Airlines se libère d'un avion	2
Secteur extractif : Les exportations minières repartent à la hausse.....	2
Énergies renouvelables : Lancement de MAREA regroupant sept firmes du secteur.....	3
Douanes : Multiplication des dispositifs d'amélioration des services selon le DGD	4
Autosuffisance alimentaire : Une prévision de production de 8 400 tonnes de semences de riz certifiées	4
Régulation du marché de la vanille : La création de la VIO soutenue par l'ONU	5
Hausse du fret maritime : Le marché des voitures d'occasion affecté	6
Exportations : Les USA, premiers clients du textile malgache	6
Secteur élevage : 1 657 acteurs, formés par le MPE, durant le premier semestre	7
Filière café : Début de campagne prometteur dans la région Atsimo Atsinanana	8
Tourisme Sans Frontière : Madagascar intègre le Conseil d'administration.....	8
Marché du travail : Demande croissante de compétences dans le numérique	9
Vita malagasy : Croisade du SIM pour promouvoir les produits locaux	10
Pêche et aquaculture : Plus de 32 000 tonnes de produits halieutiques exportées	10
Investissement : 275 entreprises franches opérationnelles, dont 84% concentrées à Analamanga.....	11
Consommation de sel iodé : Renforcement des contrôles dans la région Androy	12
BNI Madagascar : Partenaire Gold de la cinquième édition du COMFWB	12
DGI – FMFP : renforcer les compétences fiscales des entreprises	12
Zones et Entreprises Franches: le GEFP génère 150.000 emplois	13
Lutte contre la pollution marine: l'« Olep » démontre du professionnalisme	13
Tourisme : Les atouts de Madagascar exposés à l'ITM	14
Transport aérien : des solutions en urgence pour Madagascar Airlines.....	14
Vanille : Une suspicion de blanchiment d'argent plane sur la filière	15
Secteur bancaire: AFG Bank officialise son entrée à Madagascar	16

Aviation : Madagascar Airlines se libère d'un avion

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 15 JUIN 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La compagnie aérienne Madagascar Airlines se libère d'un avion. Elle se prépare à réexporter un ATR 72 qui fait partie de sa flotte. C'est le conseil des ministres de jeudi qui a annoncé la couleuvre. Il est indiqué dans le compte rendu de la réunion hebdomadaire de l'exécutif que l'État a validé la prise en charge par l'État du paiement des droits de taxes à l'importation (DTI) pour l'appareil ATR 72-60 MSN immatriculé 5R-EJA de Madagascar Airlines. Ce droit, qui est dû à la Douane, doit être payé pour pouvoir réexporter cet appareil. Il s'agit ici d'un avion importé par Air Madagascar en 2015, et qui avait été importé sous régime d'admission spéciale. C'est un régime permettant, entre autres, aux marchandises importées, la suspension de leur DTI pour une durée limitée et pour des raisons valables ; cependant, elles devront être réexportées passé un certain cap.

Fin mars, la compagnie avait annoncé un programme de renforcement de sa flotte jusqu'en 2025. Ce programme prévoit l'uniformisation de cette flotte, pour pouvoir se concentrer d'abord sur les vols intérieurs. Il s'agit en l'occurrence d'affréter des ATR 72-500. Elle prévoyait de remettre en état certains avions, mais aussi de se débarrasser d'avions dont le loyer est trop élevé pour la compagnie. Il s'agit donc d'un remodelage de la flotte pour atteindre une opérationnalité optimale. Le directeur général de la compagnie avait d'ailleurs lancé à cette époque : «La compagnie est en train de se séparer d'autres avions

dont le loyer était trop élevé. Nous les sortons de la flotte car leur location coûte beaucoup trop cher», avait-il confié à la presse à ce moment-là.



La situation pour le moment est qu'un appareil de la flotte devrait sortir sous peu des ateliers de maintenance à la fin de ce mois. Deux appareils, des ATR 72-500, avec lesquels l'État avait émis des garanties souveraines pour une location, dans un plan d'acquisition en dry-lease, devraient également arriver au mois d'août et au mois de septembre.

Pour l'instant, un appareil Dash8 Q400, loué à CemAir, dessert les destinations phares de la Grande île. Un avion qui a été loué pour «renforcer temporairement» la flotte de Madagascar Airlines.

Secteur extractif : Les exportations minières repartent à la hausse

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 15 JUIN 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les exportations de produits miniers connaissent une hausse malgré des conditions initialement peu favorables à une reprise. La situation des grandes mines a joué un rôle majeur dans cette dynamique.

Étonnamment, cette année, le volume des exportations minières connaît une hausse. Les exportations de produits miniers de la Grande île ont augmenté de 27,3 % au premier trimestre. Les chiffres diffèrent de ceux enregistrés sur la même période en 2023. La Grande île avait connu une régression de 7,4 % de ses exportations minières durant les six premiers mois de l'année dernière. Cette année, les conditions semblent favorables à une hausse des exportations de produits miniers.



Et pour cause, le ministère de l'Économie et des Finances explique que ce regain de vitalité des exportations serait soutenu par l'augmentation des exportations de minerais stratégiques, à l'instar du graphite (+166,8 %), du mica (+49,3 %), des minerais de chrome et aussi du titane. Ce sont des minerais utilisés dans l'industrie technologique, et dans la construction de voitures électriques, notamment les batteries lithium-ion. Les prévisions du MEF inscrites dans la Loi de finances rectificative 2024 démontrent également que le secteur minier devrait afficher une croissance positive de +2,7 % cette année. Paradoxal, surtout par rapport à l'annonce d'Ambatovy d'une baisse de production pour cette année.

Quantité importante

En tout cas, c'est le graphite qui devrait soutenir cette croissance du secteur minier et de ses exportations. Avec la décision de la Chine de limiter ses exportations, la Grande île pourrait en profiter pour rafler une quantité importante de parts sur le marché international. Le pays détient 8 % des marchés mondiaux, avec une réserve

estimée à 26 millions de tonnes. Les grandes sociétés exploitant ce minerai dans le sud du pays ont d'ailleurs fait grimper leur production.

Celle de Molo, détenue par Nextsource, par exemple, a atteint la pleine capacité de sa première phase depuis juillet 2023, faisant ainsi croître sa production jusqu'à 17 000 tonnes par an. La mine de Sahamamy, exploitée par Tirupati graphite, quant à elle, peut fournir jusqu'à 30 000 tonnes de ce minerai par an, après l'introduction d'un nouveau module sur le site.

En début d'année, les exportations minières du pays commençaient à se stabiliser. Mais la conjoncture

internationale a fait que, contrairement aux attentes, les cours du nickel sur le marché international ont chuté, jusqu'à 40 %. Cela a mis à mal la société Ambatovy depuis le début de l'année. Avec une contribution importante pour le secteur extractif malgache, Ambatovy reste une des grandes mines soutenant les exportations de produits miniers.

Toutefois, les orientations stratégiques sur le marché international, ainsi que la transition énergétique, dont la nécessité n'est plus à prouver, commencent à faire pencher les besoins vers le graphite.

Énergies renouvelables : Lancement de MAREA regroupant sept firmes du secteur

ANTSA R. | 15 JUIN 2024 | MIDI MADAGASIKARA

Les énergies renouvelables sont incontournables, pour relever les défis énergétiques à Madagascar, selon les membres de MAREA. Les sociétés fondatrices de l'association MAREA s'unissent pour relever ensemble les défis de l'accessibilité, de la viabilité, de la durabilité et de la compétitivité dans le domaine des énergies renouvelables à Madagascar.

Cette nouvelle organisation a été présentée, jeudi dernier au Galaxy Andraharo, en présence du ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures, Olivier Jean-Baptiste. L'association MAREA (Madagascar Renewable Energy Association) regroupe sept sociétés pionnières dans le domaine des énergies renouvelables et hybrides. Pour ses fondateurs, il s'agit d'une initiative clé pour le développement durable et l'économie verte du pays. Créée sous le régime de l'Ordonnance 60-133, MAREA ambitionne de rassembler tous les producteurs d'énergies renouvelables à Madagascar, quelle que soit leur envergure. Ce regroupement vise à faciliter les échanges et à adresser les enjeux du secteur, en renforçant notamment le mécanisme institutionnel de dialogue. En capitalisant sur les acquis, MAREA entend jouer un rôle central dans le développement de la filière des énergies renouvelables.

Objectifs clairs.

En présence des autorités étatiques, les membres de MAREA ont réaffirmé leur engagement envers les objectifs de développement durable, notamment le Velirano 2 et l'Objectif de développement durable 7. Grâce aux compétences de ses membres, MAREA aspire à devenir l'interlocuteur incontournable du secteur, promouvant des mesures incitatives pour la croissance de la production et l'accès aux énergies renouvelables. L'association vise également à sécuriser les investissements, à créer un environnement économiquement viable et durable, et à renforcer les compétences pour garantir la durabilité et l'innovation. Les énergies renouvelables sont essentielles pour la croissance et l'économie verte de Madagascar. Actuellement, les membres fondateurs de MAREA ont déjà contribué de manière significative au développement durable du pays, avec plus de 200 MW de puissance opérationnelle, produisant en moyenne 380 GWh/an, soit environ 20% de la production nationale. Ces initiatives bénéficient à environ un million et demi de personnes,

soutenant l'industrialisation, la création d'emplois et le renforcement des capacités.

Ouverte.

Parmi les membres fondateurs de MAREA, on trouve des sociétés de renom comme le groupe Anka Anka spécialisé dans l'exécution et le conseil en énergies renouvelables, CGHV (Compagnie Générale d'Hydroélectricité de Volobe) acteur majeur dans le développement du projet hydroélectrique de Volobe Amont, First Energy spécialisée dans l'énergie hybride, NEA (New Energy Africa) du groupe panafricain Axian, Sunfarming Madagascar pionnier de l'agrophotovoltaïsme, Tozzi Green et Welight Africa. Cette association compte accueillir plus de membres, après son lancement officiel. Liva Rakotomanga, vice-président de MAREA et directeur général de Sunfarming Madagascar, a souligné l'importance de cette association pour l'amélioration du secteur des énergies renouvelables. « L'intérêt de la création de cette association est de réfléchir ensemble sur l'amélioration du secteur, y compris la recherche d'un cadre légal incitatif, le renforcement des capacités et les discussions communes avec l'État pour l'électrification rurale. Pour inverser le mix énergétique en augmentant la part des énergies renouvelables de 30% à 70%, il y a les grands projets, mais aussi les productions locales en milieu rural. Chaque acteur a des efforts à faire », a-t-il soutenu. Bref, avec la création de MAREA, Madagascar franchit une étape vers un avenir énergétique durable. Les membres de MAREA sont prêts à relever les défis et à contribuer activement à la transformation énergétique du pays.

Douanes : Multiplication des dispositifs d'amélioration des services selon le DGD

R.EDMOND. | 17 JUIN 2024 | MIDI MADAGASIKARA

Sous les feux des projecteurs. L'administration douanière a fait ces derniers temps la une des journaux alors que les réseaux sociaux en parlent dans un langage par forcément flatteur.

Ernest Lainkana Zafivanona, directeur général des Douanes, parle de la situation qui prévaut actuellement au sein de cette administration qui entame en cette période, une série de réformes destinée à une meilleure adaptation aux exigences des usagers et en respect strict des législations en vigueur

Tendance à la hausse

L'occasion a été pour le DG de rappeler en premier, les trois principales missions de l'administration douanière, à savoir la sécurisation des recettes publiques, la facilitation du commerce extérieur, la protection des richesses nationales ainsi que la participation à la lutte contre les trafics de stupéfiants. Depuis la mise en place du plan de modernisation, la douane a connu une certaine avancée puisque le volume de recettes a toujours affiché une tendance à la hausse. Le délai du processus de dédouanement s'est également amélioré, d'une manière considérable en passant actuellement à moins de 3 heures. « On est proche de la performance du Japon ; en matière de délai de dédouanement » a précisé le DG. Une performance obtenue grâce notamment à la dématérialisation des procédures et à la mise en place de scanners aussi bien pour l'aérien que pour le maritime.

Dénigrement

Revenant sur les attaques répétées des détracteurs de la douane, via Facebook, le DGD indique que ces personnes mal intentionnées ont tendance à s'adonner à des actes de dénigrement gratuits. Il a pris l'exemple de certains faits qui datent de 2017 mais qui ont été publiés récemment. À croire, selon le DGD, que l'on a profité de l'affaire des trafics de lémuriers et de tortues vers la Thaïlande pour publier des faits défavorables à l'administration

douanière. Sur ce point justement, le DG indique que des actions ont toujours été menées et continuent de l'être par toutes les entités administratives concernées. Concernant plus particulièrement la lutte contre les espèces protégées, il y a toute une chaîne de responsabilité depuis le point de départ, à savoir le site des espèces concernées jusqu'aux éventuels points d'envoi. Le ministère de l'Environnement et du Développement durable, le département de la pêche, l'administration maritime, les forces de l'ordre mais aussi l'administration douanière... constituent autant d'entités concernées. La douane plus particulièrement intervient au niveau des ports et des aéroports. Mais pas que, puisque en cas de risque relevé dans certaines localités côtières notamment, la douane peut être amenée à mettre en place des postes de surveillance.

Zones non surveillées

Une mission de surveillance notamment côtière très difficile à assumer pour une Grande île comme Madagascar avec ses 5 900 km de côtes. C'est ce qui a justement permis aux trafiquants de l'affaire Thaïlande de passer entre les mailles des surveillances côtières puisqu'ils sont probablement passés par des zones côtières non surveillées. Les espèces protégées ont été probablement transportées par des petits bateaux avant d'être transbordées dans un grand navire au large. Quoiqu'il en soit, la douane poursuit les actions pour améliorer les services publics qui lui incombent. Au niveau de l'aéroport international d'Ivato, une campagne de communication est actuellement en cours pour informer les usagers de leurs droits et obligations qu'ils ont bien évidemment le droit de faire valoir à l'entrée ou à la sortie du territoire. Des dispositions particulières seront également prises au niveau des portes à l'arrivée. Autant d'actions déjà prises ou encore à entreprendre pour une administration douanière qui souffre malheureusement d'une grande carence en personnel notamment au niveau de l'aéroport international d'Ivato. Des recrutements s'imposent.

Autosuffisance alimentaire : Une prévision de production de 8 400 tonnes de semences de riz certifiées

NAVALONA R. | 17 JUIN 2024 | MIDI MADAGASIKARA

L'augmentation du rendement de productivité et l'approvisionnement en semences de base et certifiées constituent les principaux éléments clés permettant d'améliorer la production rizicole à Madagascar.

Le projet PAPriz financé par l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA), sous tutelle du ministère de l'Agriculture et de l'Elevage travaille ainsi en étroite collaboration avec le centre de recherche FOFIFA et le SOC (Service Officiel de Contrôle des semences et de matériel végétal), pour ce faire. L'objectif de ces trois parties consiste à promouvoir l'industrialisation

et la chaîne de valeur riz dans le but d'atteindre l'autosuffisance alimentaire, et partant de pouvoir exporter le surplus de production. C'est ce qu'on a appris lors d'un atelier organisé dernièrement et réunissant toutes les parties prenantes pour élaborer un plan d'action d'augmentation de la production de semences de riz certifiées dans le pays.

7,7 millions de tonnes de paddy

Il est à noter que dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale semencière, le ministère de tutelle prévoit de produire 8 400 tonnes de semences de riz certifiées d'ici 2027 afin d'atteindre l'objectif de l'auto-suffisance alimentaire. Ce qui permettra d'obtenir une production d'environ 7,7 millions de tonnes de paddy, et ce, avec l'appui de tous les projets et programmes, sous tutelle de ce département ministériel, a-t-on appris. Parmi lesquels, le projet PAPRiz appuiera le Centre national de

recherche appliquée au développement rural FOFIFA à la production de semences de riz de qualité et qui sont adaptées aux conditions climato-pédologiques dans les zones de production. En revanche, le Service Officiel de Contrôle des semences et de matériel végétal se chargera du contrôle comme son nom l'indique des semences de riz produites et celles à multiplier au niveau des centres multiplicateurs de semences répartis sur tout le territoire national. Leur certification s'impose ainsi afin de garantir les semences de riz qui seront mises à la disposition des producteurs.

Régulation du marché de la vanille : La création de la VIO soutenue par l'ONU

ANTSIA R. | 17 JUIN 2024 | MIDI MADAGASIKARA

Un grand pas est accompli dans le commerce international de vanille, selon le ministre Edgard Razafindravahy, après sa rencontre avec la Secrétaire générale de l'ONU Commerce et Développement.

L'Organisation des Nations Unies soutient l'initiative de créer une Organisation Internationale de la Vanille (VIO). Une étape cruciale a été franchie avec une réunion historique à Genève, entre le ministre malgache de l'Industrialisation et du Commerce, Edgard Razafindravahy, et la Secrétaire générale de l'ONU Commerce et Développement, Rebeca Grynspan. Cette rencontre a marqué le début d'une nouvelle ère pour le secteur de la vanille, avec la proposition ambitieuse de créer une Organisation Internationale de la Vanille (VIO). Lors de cette réunion, Rebeca Grynspan a exprimé son soutien à cette initiative visionnaire, devenant ainsi une défenseuse majeure du secteur de la vanille. Elle a souligné l'importance stratégique de la vanille pour de nombreux pays, en particulier Madagascar, premier producteur mondial de cette épice précieuse.

Dhabi, avec l'appui des Comores, de l'Ouganda et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. La VIO vise à stabiliser les prix de la vanille sur le marché international, à promouvoir des pratiques durables et à coordonner les politiques entre les pays producteurs. Rebeca Grynspan s'est montrée très enthousiaste à l'égard de cette initiative, promettant le soutien de l'ONU Commerce et Développement pour concrétiser ce projet aux objectifs nobles. Cette collaboration entre Madagascar et l'ONU offre un espoir de solution durable aux perturbations persistantes du marché de la vanille.



Une solution en vue

La création de la VIO pourrait marquer un tournant dans l'industrie de la vanille, mettant fin aux spéculations sur les prix et assurant des revenus stables pour les producteurs. Cette initiative semble être le maillon manquant dans la chaîne de production et de commercialisation de la vanille, et elle est désormais en bonne voie de concrétisation. En somme, la proposition de créer une Organisation Internationale de la Vanille représente une réponse concrète et prometteuse aux défis persistants du marché mondial de cette épice précieuse. Avec le soutien de l'ONU et l'engagement des pays producteurs, cette initiative pourrait transformer positivement l'avenir de l'industrie de la vanille.



Madagascar à l'avant-garde

Le ministre malgache a exposé les défis actuels du marché de la vanille, mettant en lumière la volatilité des prix qui menace la stabilité économique des producteurs locaux. Pour remédier à cette situation, il a réitéré la proposition de créer la Vanilla International Organisation (VIO), inspirée du modèle de l'Organisation Internationale du Cacao. À noter que cette idée avait déjà reçu un soutien initial lors de la 13ème réunion ministérielle de l'OMC à Abu

Hausse du fret maritime : Le marché des voitures d'occasion affecté

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 18 JUIN 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La hausse des frais de transport maritime affecte le marché des voitures d'occasion. À cause de ce phénomène, le prix des voitures d'occasion à l'importation connaît une hausse.

C'était à prévoir, le marché de l'automobile reçoit les premières retombées de la hausse du fret maritime pour les conteneurs en provenance de certains pays d'Asie. Cela se reflète sur le marché des véhicules d'occasion, dont les coûts à l'importation sont impactés par la hausse du fret maritime. « Bien que les ventes de véhicules d'occasion aient maintenu la cadence les premiers mois de cette année, celles-ci ont commencé à ralentir depuis quelque temps. Cela est dû à la hausse du fret maritime pour les conteneurs en provenance d'Asie. Le prix des voitures a suivi cette tendance », nous confie un vendeur de voitures de bonne occasion en provenance de Corée.



Au début de ce mois, il a été annoncé une hausse sensible des prix du transport de marchandises en provenance de certains pays d'Asie. Ils ont augmenté de plus de 60%.

Les prix de transport pour un conteneur de 40 pieds (12 mètres) sont passés de vingt-quatre à trente-huit millions d'ariary (soit huit mille dollars). Cela s'est répercuté sur les prix des voitures d'occasion qui sont pour l'instant un concurrent redoutable pour les gros concessionnaires et vendeurs de véhicules neufs.

Statistiques

Sachant que les voitures chinoises, coréennes et européennes sont les principaux véhicules importés à Madagascar, le marché de l'automobile figure parmi les secteurs les plus touchés par cette hausse du fret maritime.

Sur le terrain, les voitures d'occasion sont celles qui circulent le plus. Il suffit de voir les annonces de vente de voitures « bonnes occasions » de France, de Corée, ou encore des petites citadines allemandes. Le marché est vaste. Il y a aussi le terre-plein d'Antanimbarinandriana qui a été réaménagé pour devenir un vaste marché de voitures d'occasion. Sans compter les véhicules portant des écriteaux « à vendre ».

La prolifération des voitures d'occasion a aussi un impact sur le marché des voitures neuves. Selon le groupement des concessionnaires automobiles de Madagascar, le marché de l'automobile représente actuellement 8 à 10% du Produit Intérieur Brut de la Grande île. Les véhicules d'occasion occupent à l'heure actuelle 85% du marché automobile. Ce sont les voitures de plus de 20 ans qui sont les plus nombreuses si l'on se réfère aux statistiques de l'Instat pour le deuxième trimestre de 2022.

Exportations : Les USA, premiers clients du textile malgache

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 18 JUIN 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Pour le marché du textile, ce sont les États-Unis qui deviennent l'un des plus gros clients de la Grande île. Fin 2023, les exportations de textile vers les États-Unis se chiffrent à plus de 4 milliards de dollars, selon le portail d'informations de l'African Growth Opportunity Act (Agoa). Ils devancent la France dans l'achat de ce type de produits. Selon les chiffres rapportés dans le document de performance annexé au projet de loi de finances rectificative 2024, 37,7% des exportations de produits textiles de la Grande île ont été envoyés aux États-Unis en 2023, tandis que la France en importait 22,13%.

Le secteur du textile a connu ces dernières années une croissance fulgurante, portée pour le cas de la Grande île par l'accès facilité aux marchés américains et étrangers grâce aux accords préférentiels. Le plus important étant l'Agoa, mais il y a également l'accord de partenariat économique avec l'Union européenne, ajouté au succès des zones franches d'exportation. La Grande île pourrait

profiter davantage de l'Agoa grâce à une éventuelle reconduction du programme en 2025. Le pays, éligible à celui-ci, en attend beaucoup pour son secteur du textile. Le ministère de l'Économie et des Finances estime que l'éligibilité de Madagascar à la reconduction de l'Agoa permettrait au textile malgache de connaître une croissance de 2,4% cette année, et cela irait en croissant pour les prochaines années selon les prévisions du MEF.



Le textile malgache a l'étoffe pour percer le marché américain et d'autres marchés encore plus vastes. La qualité et la résilience de ce secteur d'activité ne sont plus à démontrer. Les exportations de produits textiles et d'habillement s'élèvent à 221 millions d'euros. L'intérêt pour le textile malgache est croissant en France, et plusieurs

sous-traitants des grandes marques de luxe passent par les mains expertes des industries textiles malgaches. Le secteur du textile représente 19,35% du Produit Intérieur Brut de la Grande île et constitue des milliers d'emplois ainsi qu'une part importante des exportations malgaches.

Secteur élevage : 1 657 acteurs, formés par le MPE, durant le premier semestre

NAVALONA R. | 18 JUIN 2024 | MIDI MADAGASIKARA

Depuis le premier semestre de cette année, cette plateforme regroupant toutes les parties prenantes qui contribuent au développement de ce secteur porteur a pu former 1 657 acteurs. « Si l'on compare à la situation de l'année précédente, on a enregistré une hausse d'environ 30% du nombre de participants aux formations que nous avons prodiguées pour la même période », a déclaré le responsable de MPE. Et lui de préciser que bon nombre de participants se sont plutôt intéressés à la formation en matière de pisciculture hors sol et de l'élevage porcin. En effet, « cette pisciculture hors sol constitue un nouveau module de formation que nous venons de lancer cette année. Cela attire de nombreux acteurs étant donné que le bassin n'a pas besoin d'une grande surface. La mise en œuvre du projet piscicole peut se faire en milieu urbain, il n'en n'est pas moins rentable », a-t-on indiqué.



Insémination artificielle

D'aucuns reconnaissent que les poissons, notamment vivants, sont très prisés par les consommateurs car il s'agit de produits frais comportant des protéines indispensables à la sécurité alimentaire.



« L'élevage piscicole hors sol ne nécessite pas non plus d'énormes investissements au démarrage et constitue en

même temps une source de revenu stable pour les promoteurs », a-t-on appris.

Force est de remarquer que bon nombre de particuliers se convertissent dans le secteur de l'élevage faute d'emplois ou de rentabilité dans leurs anciennes activités. Parlant de l'élevage porcin, plusieurs éleveurs se ruent également vers la formation dispensée par le Malagasy Professionnels de l'Elevage. « En effet, nous nous chargeons de mettre à leur disposition des techniques d'insémination artificielle contribuant à l'amélioration génétique de leur cheptel », d'après toujours les explications du responsable de MPE.

« Tsenan'ny Asaramanitra »

Par ailleurs, le Malagasy Professionnels de l'Elevage ne se limite pas uniquement à former des acteurs opérant dans le secteur afin de se professionnaliser mais cette entité contribue également à la recherche de débouchés à leurs produits d'élevage. Raison de la mise en place des box de commercialisation de leurs produits dans son enceinte à Nanisana. Et à l'approche de la célébration de la fête de l'Indépendance, un événement intitulé « Tsenan'ny Asaramanitra » sera organisé par le Centre de Collecte et de Distribution du 19 au 25 juin 2024 dans les locaux de MPE. On y trouvera tous les produits d'élevage pour ne citer que les poulets, les œufs, les viandes, les poissons vivants et préparés, le miel, les produits laitiers, le foie gras et l'alimentation animale ainsi que des fruits et légumes bio. Ce sont des coopératives et associations membres de MPE qui y exposeront, a-t-on conclu.

Filière café : Début de campagne prometteur dans la région Atsimo Atsinanana

ANTSA R | 18 JUIN 2024 | MIDI MADAGASIKARA

La région Atsimo Atsinanana a officiellement lancé sa saison de récolte et de commercialisation du café le 11 juin dernier, marquant le début d'une période importante pour les producteurs locaux. Les autorités régionales, en collaboration avec les directions décentralisées du ministère de l'Industrialisation et du Commerce, ont mis en place des mesures strictes pour assurer la qualité des produits. Cette année, l'accent est mis sur le respect des réglementations en vigueur concernant le transport des produits. Des contrôles rigoureux sont effectués sur l'ensemble du réseau de transport pour garantir que seuls les cafés conformes aux normes de qualité quittent la région.

Cette vigilance accrue vise à préserver la réputation de l'Atsimo Atsinanana, déjà reconnue pour la qualité exceptionnelle de son café. Les autorités locales espèrent que ces efforts permettront de maintenir et même d'améliorer la notoriété de la région sur le marché national et international. Les producteurs, quant à eux, sont optimistes et voient dans cette nouvelle campagne une opportunité de démontrer la supériorité de leur produit. Le début de cette campagne s'annonce prometteur, avec des perspectives de récolte et des ventes encourageantes, renforçant ainsi la position de l'Atsimo Atsinanana comme un acteur clé dans la filière café de Madagascar.

Tourisme Sans Frontière : Madagascar intègre le Conseil d'administration

NAVALONA R. | 18 JUIN 2024 | MIDI MADAGASIKARA

Tourisme Sans Frontière est une organisation non gouvernementale française ayant pour objectif d'accompagner des pays émergents dans un développement touristique approprié en faveur des populations locales.

Cet organisme intervient actuellement dans 25 pays éparpillés en Afrique, Amérique latine, Asie et en Océanie. Madagascar, plus particulièrement les régions de SAVA et de Boeny, fait partie des pays bénéficiaires. Lors de son assemblée générale qui s'est tenue récemment en France, la Grande île a intégré le Conseil d'Administration de Tourisme Sans Frontière. Le pays est représenté par l'administrateur axe Ouest de la Confédération du Tourisme de Madagascar, qui plus est le PCA de l'Office Régional du Tourisme de Boeny, en la personne Eric Razafimaitra. « Tout a commencé quand cet organisme a été sollicité par la ville de Mulhouse en France, qui a établi une convention de partenariat avec la ville de Mahajanga en 2010. Tourisme Sans Frontière a apporté un appui technique à l'Office Régional du Tourisme de Boeny, sans compter sa restructuration en vue de promouvoir cette destination régionale tout en assurant un développement touristique », a exprimé cet administrateur de la Confédération du Tourisme de Madagascar.

Formations sur les métiers du tourisme

Il est à noter que Tourisme Sans Frontière, qui a pour but de combattre la pauvreté en associant tourisme approprié et développement solidaire, souhaite établir des partenariats pérennes avec l'ensemble des opérateurs locaux et institutions publiques sur le développement touristique. L'ONG s'engage également à former les populations locales sur les métiers du développement local, du tourisme, de l'hôtellerie et de restauration en vue de générer des revenus et des emplois durables. « Sur ce point, nous ferons tout ce qui est possible pour que Madagascar puisse bénéficier d'un appui technique en matière de formation sur les métiers du tourisme, de

l'hôtellerie et de restauration. En effet, cela constitue une faille au développement du secteur touristique dans le pays », a souligné Eric Razafimaitra. Il est à rappeler que le ministère du Tourisme et de l'Artisanat prévoit d'attirer un million de touristes en 2028. Une création d'au moins 70 000 emplois s'impose, pour ce faire. « Nos interventions auprès du Conseil d'Administration de Tourisme Sans Frontière pourront ainsi contribuer à l'atteinte de cet objectif inscrit dans la politique générale de l'Etat en anticipant l'arrivée de ce million de touristes », a-t-il enchaîné.



Petits projets solidaires

Force est également de remarquer que ce PCA de l'ORT Boeny s'est démené pour relancer la coopération entre Tourisme Sans Frontière et Madagascar depuis ces dernières années. « Des projets ont été mis en œuvre grâce à l'appui technique offert par cet organisme, pour ne citer que l'établissement de l'offre touristique existante de la région Boeny. Des formations en métiers de guidage et de tourisme sont également en vue », a-t-il évoqué. Pour

la région SAVA, cet organisme a soutenu la promotion et la valorisation touristique de la région tout en formant des guides dans la vallée de Sambirano et en contribuant à la construction d'un éco-gîte sur place. « Nous ne ménagerons pas non plus nos efforts pour parvenir à la réalisation des petits projets solidaires à Madagascar avec l'appui de Tourisme Sans Frontière. Cet organisme s'engage déjà à fournir un appui technique à l'INTH en vue de renforcer le capital humain dans le secteur du tourisme », a poursuivi Eric Razafimaïtra, qui est encore en mission en France pour rencontrer des Tours Opérateurs et Agences de Voyage émetteurs en vue de promouvoir la destination Madagascar, en particulier la destination Boeny. Il a

effectué la même rencontre avec des opérateurs touristiques à Genève la semaine dernière dans le but d'établir un partenariat avec Lemuria Tour, dont il est le gérant. Par ailleurs, Tourisme Sans Frontière a initié le salon Solidarissimo à Colmar, qui est devenu un rendez-vous incontournable de l'ensemble de ses partenaires. Madagascar et l'ORT Boeny y ont participé activement. Antananarivo a également accueilli la 3e édition des Assises Internationales sur le tourisme durable. Ces deux événements visent à promouvoir les destinations émergentes tout en contribuant au développement touristique durable.

Marché du travail : Demande croissante de compétences dans le numérique

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 19 JUIN 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

De nombreux postes sont vacants dans le secteur du numérique. Pour y remédier, la 3e édition de Zaha@geek mettra en relation les jeunes diplômés et les entreprises du numérique.

Le marché du travail pour les jeunes possédant des compétences numériques demeure vaste, un constat partagé par les professionnels du secteur. Frédéric Débord, directeur général d'Orange Madagascar, a affirmé hier que «les opportunités d'emploi dans le secteur du numérique restent encore largement supérieures au nombre de jeunes diplômés disposant de compétences numériques». Paradoxalement, malgré cette demande croissante, de nombreux postes restent vacants.



La concurrence est en effet rude, notamment entre les pays africains, où la course vers le numérique s'accélère depuis quelques années. De nombreux diplômés des écoles d'informatique et des centres de formation digitale préfèrent partir à l'étranger ou mettre leurs talents au service d'entreprises offshore. «Il y a beaucoup de jeunes qui travaillent en offshore, leurs clients sont à l'étranger et leur rémunération est payée par ces sociétés. D'autres préfèrent même aller à l'étranger», regrette un responsable de l'Orange Digital Center, une des écoles formant les jeunes aux métiers du numérique.

Intelligence artificielle

L'insertion professionnelle dans le domaine du numérique est un terrain qui nécessite encore d'être défriché. Pour répondre à cette situation, des entreprises rencontreront les jeunes en quête d'emplois dans ce secteur d'activité. Cet événement se tiendra les 21 et 22 juin prochains à l'Orange Digital Center, situé dans l'enceinte de la gare Soarano. Frédéric Débord, directeur général d'Orange Madagascar, a annoncé hier, lors d'une conférence, le lancement de la troisième édition de Zaha@geek.

Certains métiers sont en forte demande dans le pays, touchant tous les domaines du secteur numérique : business, intelligence artificielle, analyse de données, cybersécurité, etc. Plus de quarante entreprises seront présentes cette année pour mener des entretiens avec ces jeunes talents du numérique en vue de les embaucher. Une attention particulière sera accordée à l'intelligence artificielle, qui joue désormais un rôle central dans la transformation et le développement des entreprises ainsi que dans l'amélioration de la vie quotidienne des individus. «L'intelligence artificielle joue désormais un rôle central dans l'amélioration de la vie quotidienne des individus», explique-t-on.

Vita malagasy : Croisade du SIM pour promouvoir les produits locaux

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 19 JUIN 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Roadshow, promotions et campagnes médiatiques, le Syndicat des industries met le paquet. Le «Vita Malagasy» est à l'honneur ce mois de juin. Jusqu'à la fin du mois, des camions de roadshow du Syndicat des Industries de Madagascar feront la tournée des rues de la capitale. Cette campagne particulière vise à promouvoir les produits fabriqués localement. Ces articles, manufacturés localement, sont tout à fait compétitifs. « Ils n'ont rien à envier aux autres produits importés », indique le Syndicat des industries.



Faire du consommer local un mode de vie passe tout d'abord par la connaissance, justement, des produits

locaux. « Cette campagne vise à rapprocher les consommateurs des produits fabriqués à Madagascar et à les inciter à les consommer », fait savoir le SIM. Ces campagnes d'information et de sensibilisation concentrent une partie des efforts du SIM cette année. Leur réalisation était au menu des discussions lors de l'assemblée générale annuelle du SIM au mois d'avril.

Malgré la bonne volonté des acteurs de la promotion des produits malgaches, ainsi que des industriels, le constat est que, à l'heure actuelle, une bonne partie de l'opinion se représente encore les produits «Vita Malagasy» comme des articles de qualité médiocre, laissant ainsi une grande marge aux produits importés. Depuis quelques années à Madagascar, des initiatives émergent pour promouvoir le consommateur local. Leurs résultats, assez probants, suscitent l'espoir de réduire la dépendance alimentaire et d'élargir le tissu industriel.

Au-delà de l'enjeu de la promotion des produits locaux, le marché local n'est pas suffisamment large. Cela n'empêche cependant pas le secteur de la transformation alimentaire d'avancer et de viser loin. Les produits issus du projet One District, One Factory témoignent de cette résilience et de la compétitivité des manufactures locales.

Pêche et aquaculture : Plus de 32 000 tonnes de produits halieutiques exportées

NAVALONA R. | 19 JUIN 2024 | MIDI MADAGASIKARA

Madagascar mise sur la promotion de l'économie bleue en vue de soutenir la croissance économique du pays. La pêche et l'aquaculture constituent des secteurs porteurs générant des sources de revenu pour les communautés locales tout en pourvoyant des devises à la nation. En effet, une grande partie des produits halieutiques sont destinés à l'exportation. Ces deux secteurs font également vivre plus de 1,5 million d'habitants vivant le long du littoral, a-t-on appris. Et selon les statistiques publiées par le ministère de la Pêche et de l'Economie, plus de 32 000 tonnes de produits de pêche et aquacoles ont été exportées par la Grande île l'année dernière. La tendance est à la hausse, comparée à l'année précédente car le volume d'exportations de nos produits halieutiques se chiffrait à plus de 24 100 tonnes pour tous les produits confondus. Nous exportons en grande partie des conserves de thon avec une quantité de plus de 10 500 tonnes. Viennent ensuite les thons non transformés et les crevettes d'élevage avec une quantité avoisinant chacun les 4 100 tonnes.

Produits d'eau douce.

En revanche, le pays a exporté environ 3 300 tonnes de crevettes sauvages l'an dernier. Les poissons, les

poulpes et les crabes font également partie des produits halieutiques qui sont expédiés à l'extérieur. Les quantités exportées pour chaque produit s'élèvent respectivement à plus de 2 700 tonnes, à environ 2 000 tonnes et à peu près 2 900 tonnes. Les langoustes, les trépangs d'élevage et sauvages ainsi que les calmars sont en même temps des produits halieutiques qualifiés de luxe qui sont mis en vente par des opérateurs économiques locaux sur le marché international.



Ce n'est pas tout ! La Grande île a exporté l'an dernier plus de 9,8 tonnes de caviars d'esturgeon. Ce sont des

produits encore méconnus par la majorité de la population malgache. Les civelles, les cigales et les anguilles sauvages sont également expédiées à l'étranger. Dorénavant, une exportation des produits d'eau douce est en vue après avoir satisfait le marché intérieur. L'année dernière, près de 10 kg de poissons tilapia ont été exportés, d'après toujours les statistiques publiées par le ministère de tutelle.

Certificat sanitaire.

Il est à noter que l'Autorité sanitaire halieutique (ASH), un organisme rattaché à ce département ministériel constitue une autorité compétente en charge de la sécurité sanitaire des produits de la pêche et de l'aquaculture. Elle délivre les agréments sanitaires des établissements manipulant ces produits halieutiques à l'exploitation tout en contrôlant les conditions d'hygiène de production, de transformation, de transport, de stockage et de distribution. Outre l'inspection sanitaire de l'infrastructure et du fonctionnement des usines des exploitants, l'ASH contrôle, entre autres, l'analyse des eaux utilisées pour les traitements des produits halieutiques ainsi que des taux de résidus de produits chimiques qui y sont contenus, avant de délivrer un certificat sanitaire, un document accompagnant les produits à exporter. A titre d'illustration, aucune trace de mercure ne doit être décelée dans les poissons, a-t-on indiqué.

Renforcer les capacités. Il est à rappeler que cette Autorité sanitaire a organisé dernièrement un atelier à Antsirabe en vue de renforcer les capacités de son équipe travaillant dans les dix postes d'inspection au niveau des régions éparpillées dans tout Madagascar. Antsirabe a été choisi pour accueillir l'événement en tant que « Ville d'Eau » ayant un potentiel en superficie d'eau douce. Dans le cadre de cet atelier, des échanges d'informations sur les textes réglementaires des pays partenaires ainsi que des partages d'expériences ont eu lieu. Ce qui permettra à tous les techniciens de l'ASH d'harmoniser les procédures de contrôle et d'inspection sanitaire des produits halieutiques destinés à l'exportation, sans oublier leur conformité par rapport aux textes réglementaires des pays destinataires. Prospection de nouveaux marchés. Il faut savoir que Madagascar exporte des produits de la pêche et aquacoles vers 37 pays partenaires. En revanche, entre 60 et 70% de ces produits sont expédiés en Europe, a-t-on évoqué. La Grande île en exporte également dans d'autres pays comme les Etats-Unis, le Canada, l'Argentine, le Brésil, le Maroc, l'Inde, le Kenya, le Ghana, la Turquie, Taïwan, la Malaisie et l'Australie. La Chine a en même temps augmenté sa demande en importation de produits halieutiques provenant de Madagascar. La prospection de nouveaux marchés dans d'autres pays tels que l'Arabie Saoudite, est aussi envisagée.

Investissement : 275 entreprises franchises opérationnelles, dont 84% concentrées à Analamanga

2424.MG | 19 JUIN 2024 | 2424.MG

Madagascar recense 275 entreprises franchises (EF) opérationnelles. 231 de ces entreprises sont implantées dans la région Analamanga. La seule région, en dehors d'Analamanga à en disposer une dizaine, c'est Vakinankaratra. Diana en abrite neuf, Atsinanana en enregistre huit tandis que six entreprises franchises sont implantées dans la région Boeny. Le nombre des entreprises franchises dans les autres régions varie de zéro à trois d'après les chiffres arrêtés par l'Economic development board of Madagascar (EDBM) au mois de juin de cette année.

Sur ces 275 entreprises franchises opérationnelles, 76% d'entre elles, soit 208, sont des Entreprises industrielles de transformation (EIT). 18% sont des Entreprises de service (ES), 4% des Entreprises de production intensive de base (EPIB) et 2% des Entreprises de promotion et d'exploitation (EPE), détaille l'agence nationale de promotion des investissements.

Actuellement, les membres du Groupement des entreprises franchises et partenaires (GEFP) créent environ 100 300 emplois, dont 70 300 dans la branche textile. 18 357 emplois générés par ce groupement sont dans le secteur des Technologies de l'information et de la communication (TIC). Elles ont également créé 3 880 emplois dans l'agri-business et 7 755 emplois dans d'autres secteurs.

Des défis majeurs liés à la compétitivité de ces entreprises sont cependant soulevés par l'EDBM. Cette agence souligne, entre autres, le renforcement de la stabilité et de la prévisibilité de l'environnement des affaires. Il y a

également le développement des infrastructures ainsi que la main d'oeuvre et les talents adaptés aux compétences techniques requises. De même pour la maîtrise des coûts des facteurs ou encore le soutien à l'innovation.

D'autres points sont également à considérer, comme l'assainissement du secteur. Il est indiqué qu'un Task Force pour cet assainissement avait été créé au premier trimestre de cette année. L'administration douanière fait également part de la mise en place d'un service de suivi et de contrôle des Zones et entreprises franchises (ZEF) en vue d'assainir le secteur face à la recrudescence des abus sur l'utilisation de ce régime.

Ce sujet avait déjà été abordé lors d'un dialogue public-privé entre le GEFP et la direction générale des Impôts en 2021. A l'époque, l'existence de 300 entreprises qui jouissaient du régime zone franche mais qui ne se pliaient pas aux obligations pour continuer d'en bénéficier, avait été débattue. La relance de l'adoption du décret abrogeant l'agrément de ces « fausses entreprises franchises » avait été discutée à l'époque.

Consommation de sel iodé : Renforcement des contrôles dans la région Androy

ANTSA R. | 20 JUIN 2024 | MIDI MADAGASIKARA

La région Androy de Madagascar vise à augmenter la consommation de sel iodé à 90% d'ici 2026, contre seulement 40% actuellement. Cette initiative est dirigée par le Ministère de l'Industrialisation et du Commerce (MIC) et inclut une stratégie de formation et de renforcement des capacités des contrôleurs de qualité du sel iodé. Un atelier, tenu du 13 au 15 mai à Ambovombe Androy, a marqué le début de cette campagne. Les participants ont reçu des formations intensives et ont visité les sites de production de sel à Ihodo pour mieux comprendre les défis locaux.

De plus, l'UNICEF a fourni des matériels essentiels pour soutenir les contrôles de qualité. L'objectif de cette initiative est de sensibiliser la population aux bienfaits du sel iodé et d'assurer que du sel iodé de qualité parvienne aux consommateurs, même dans les zones les plus reculées. Les défis restent nombreux, notamment la sensibilisation et l'amélioration de la chaîne d'approvisionnement. Cette campagne de sensibilisation et de contrôle de la qualité est cruciale pour la santé publique et vise à réduire les problèmes liés à la carence en iode dans la région Androy.

BNI Madagascar : Partenaire Gold de la cinquième édition du COMFWB

ANTSA R. | 20 JUIN 2024 | MIDI MADAGASIKARA

BNI Madagascar renforce son engagement envers l'entrepreneuriat féminin en devenant Partenaire Gold de la 5ème édition du COMESA Federation Of Women In Business Trade Fair (COMFWB), qui se tiendra à l'hôtel Novotel les 28 et 29 juin 2024. Cette participation s'inscrit dans la continuité de la convention signée en mai 2022 avec le Groupement des Femmes Entrepreneures de Madagascar, visant à apporter un appui technique et financier aux entrepreneures. Lors de cet événement, Alexandre Mey, DG de BNI Madagascar, interviendra le samedi 29 juin sur le thème « Investissement vert et développement durable ». BNI Madagascar disposera

également d'un stand pour présenter ses produits et services spécialement conçus pour les femmes entrepreneures. La banque se distingue par son soutien notable aux femmes entrepreneurs, notamment à travers sa micro-finance KRED, dont la majorité des crédits sont accordés à des femmes. Cette action témoigne de la volonté de BNI Madagascar de promouvoir l'autonomisation et le développement économique des femmes. En tant que Partenaire Gold, BNI Madagascar réaffirme son rôle crucial dans le soutien à l'entrepreneuriat féminin, contribuant ainsi au dynamisme économique et à la promotion du développement durable à Madagascar.

DGI – FMFP : renforcer les compétences fiscales des entreprises

ARH. | 20 JUIN 2024 | LES NOUVELLES

La direction générale des Impôts (DGI) et le Fonds malgache de formation professionnelle (FMFP) ont officialisé, hier au Radisson Blu hôtel Antananarivo, un partenariat d'une durée d'un an visant à renforcer les capacités fiscales des entreprises malgaches. Cette collaboration ambitionne de dispenser des formations en fiscalité et en obligations fiscales aux entreprises membres du FMFP. Une fiscalité efficace au service de la croissance des entreprises.

Le président du Conseil d'administration du FMFP, Jean-Michel Ramaroson, a expliqué en marge de la signature de cette convention de partenariat que « cette initiative permettra aux entreprises de mettre à jour leurs connaissances fiscales, d'appliquer les bonnes pratiques et de bénéficier des avantages fiscaux auxquels elles ont droit ».

Dans le cadre de ce programme, la DGI met à disposition du FMFP des formateurs d'experts et assure la visibilité de l'institution dans les localités concernées. Le FMFP, de son côté, se charge de la logistique des formations, sensibilise les entreprises sur l'importance de la formation

en fiscalité et assure la communication nécessaire pour atteindre un maximum d'entreprises bénéficiaires.

« En effet, l'amélioration de l'appui aux opérateurs et l'écoute active de leurs besoins s'inscrivent dans la nouvelle stratégie dernièrement adoptée par la DGI », a souligné le directeur général des Impôts, Germain. Cette approche proactive vise à renforcer la conformité fiscale et à optimiser les recettes de l'Etat sachant que de nombreuses entreprises opèrent encore dans l'informel.

Plus de 100.000 salariés formés

Depuis sa création en 2019, « le FMFP a formé plus de 100.000 salariés d'entreprises, des personnes en pré-emploi et des travailleurs vulnérables », comme l'a indiqué le directeur général du FMFP, Pierre Raelina Andriambololona. « Comptant plus de 19.000 entreprises cotisantes dans tout Madagascar, les fonds alloués pour ces cinq années d'existence s'élèvent à 40 milliards ariary », a-t-il ajouté.

Les fonds proviennent des cotisations sociales obligatoires des entreprises, et le FMFP, avec l'appui de l'Union

européenne et de l'Agence française de développement (AFD), les dédie au financement de la formation professionnelle des salariés des entreprises cotisantes. En 2023, la DGI indique avoir enregistré 1,75 million de contribuables, dont 800 grandes entreprises générant

chacune plus de 4 milliards d'ariary de chiffre d'affaires annuel. Ces grandes entreprises représentent à elles seules environ 85 % des recettes fiscales, soulignant l'importance d'une gestion fiscale efficace pour l'économie du pays.

Zones et Entreprises Franches: le GEFP génère 150.000 emplois

ARH. | 20 JUIN 2024 | LES NOUVELLES

Le Groupement des entreprises franches et partenaires (GEFP) représente 25% des exportations et 17,4% des importations de Madagascar, apprend-on de ce groupement. Dans son ensemble, le GEFP génère 150.000 emplois directs et indirects. Parmi les 275 entreprises franches opérationnelles dans le pays, une centaine sont membres du GEFP.

La présidente du GEFP, Béatrice Chan Ching Yiu, a mis en avant la loi sur les Zones et Entreprises Franches (ZEF) qui favorise la création d'emplois, attire les Investissements directs étrangers (IDE) et accélère l'industrialisation, en alignement avec la Politique Générale de l'Etat. Le GEFP a démontré sa résilience face aux crises successives, notamment en maintenant les emplois durant la pandémie de Covid-19.

« Madagascar s'appuie fortement sur les contributions économiques du GEFP », comme l'a souligné sa présidente, lors d'un atelier multipartite sur la réforme du régime des Zones et Entreprises Franches (ZEF). Cet événement, organisé par l'Economic Development Board of Madagascar à l'Hôtel Carlton Anosy, visait à lancer un Dialogue Public-Privé afin d'assurer un avenir stable pour les investisseurs sous ce régime.

L'appel à un dialogue sincère, transparent et constructif a été lancé pour renforcer la collaboration entre toutes les parties prenantes, garantissant ainsi un environnement favorable au développement économique durable de Madagascar.

Lutte contre la pollution marine: l'« Olep » démontre du professionnalisme

SERA R. | 20 JUIN 2024 | LES NOUVELLES

L'Organe de lutte contre l'événement de pollution marine (Olep) a procédé à une simulation d'exercice d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures dans le port de Toliara, le weekend. Cet exercice s'inscrit dans le cadre d'une formation de trois jours visant à renforcer les capacités des membres de l'OMC ainsi que ceux de l'Agence portuaire maritime et fluviale (APMF) de Toliara, en matière de lutte contre la pollution marine.



Un exercice durant lequel l'organe a su démontrer son savoir-faire sur l'aménagement d'un barrage portuaire en exploitant des matériels répondant aux normes. Cela à l'exemple des motopompes possédant une capacité d'ingérer 300 m3 d'hydrocarbures par heure ainsi que des bacs et tapis absorbants. L'Olep a toutefois souligné que certains des matériels utilisés sont à usage unique,

il est ainsi important pour Madagascar d'avoir plusieurs exemplaires.

« Un tel déploiement prouve que nous sommes prêts à faire face à la pollution marine », a indiqué le ministre de l'Environnement et du développement durable (Medd), Max Fontaine Andonirina, lors de son allocution en marge de cet exercice.

30% du trafic pétrolier passe par le canal du Mozambique, soit à peu près 5.000 navires par an. Le risque d'un déversement d'hydrocarbures est ainsi énorme pour la Grande île si on ne parle que de ses 300.000 hectares de mangroves. Toutefois, Madagascar a réussi à maîtriser les incidents jusqu'ici si on ne cite que celui du bateau « Job » à Toamasina en 2019 et celui du « Hasina » en 2021. Faut-il rappeler qu'en 2019, l'île Maurice a fait appel à l'Olep pour l'aider à absorber 2.800 tonnes d'hydrocarbures déversées en mer.

Tourisme : Les atouts de Madagascar exposés à l'ITM

GARRY FABRICE RANAIVOSON | 21 JUIN 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le Salon international du tourisme de Madagascar (ITM) a ouvert ses portes hier. Un événement qui met en avant tous les atouts de la Grande île pour séduire les touristes tant nationaux qu'étrangers.

«L'art de voyager». C'est le thème de cette 10e édition du Salon international du tourisme de Madagascar (ITM ou International Tourism Fair Madagascar), qui se tient au Centre de conférence internationale Ivato.

Comme l'explique Joël Randriamandranto, ministre du Tourisme et de l'Artisanat, «le choix de ce thème n'est pas fortuit». L'idée est de porter en une seule expression, l'esprit de cette ITM qui veut mettre en avant tous les atouts de la Grande île. Outre sa faune et sa flore endémiques, ses plages et paysages idylliques, Madagascar, c'est aussi une population, une culture qui, dans sa diversité, est unique et unie. Madagascar, c'est de l'art, de l'artisanat.

Pour la première fois, justement, l'ITM est couplé à la 1re édition du Salon international de l'artisanat de Madagascar (IHM ou International Handicraft Fair Madagascar). Andry Rajoelina, président de la République, donne, lui aussi, une image des objectifs de ce double rendez-vous dans son allocution d'ouverture.

“(…) avec nos 5 000 kilomètres de côte, Madagascar se positionne comme un pont stratégique entre l'Afrique, l'Asie, le Moyen-Orient et toute la région de l'océan Indien. Notre grande île concentre à elle seule 5 % de la biodiversité mondiale. Madagascar, la plus grande île du continent africain, regorge de trésors naturels et culturels inestimables, de richesses naturelles, offrant ainsi d'incontournables opportunités économiques et touristiques”, déclare le chef de l'État.

Pérégrination

“(…) notre pays offre une diversité de paysages et d'activités qui émerveillent et enchantent tous ceux qui y mettent les pieds. Mais Madagascar, ce n'est pas seulement une

beauté naturelle, c'est aussi une culture riche et vibrante, une hospitalité légendaire qui rendent chaque visite inoubliable. Nos marchés colorés, nos danses traditionnelles sont autant de facettes qui composent l'âme de notre nation”, ajoute toutefois le locataire d'Iavoloha.

Le salon ITM et l'IHM dureront quatre jours. Hier et aujourd'hui, la scène a été réservée aux professionnels du tourisme et des secteurs connexes. Demain jusqu'à dimanche, place au grand public. Tous pourront jouir d'une pérégrination au milieu des stands. Tous pourront se laisser emporter par l'enchantement des chants, des musiques qui sont une des expressions “des identités culturelles” malgaches.

En déambulant dans les travées du CCI, les visiteurs pourront toucher, sentir, goûter et s'imprégner de la beauté de la diversité de couleurs, de formes, de matières, de goûts et d'arômes qui démontrent la créativité multidisciplinaire des artisans malgaches. Une diversité qui démontre aussi la richesse de la nature de la Grande île et des possibilités qu'elle permet. Des sculpteurs, des producteurs d'huiles essentielles, des restaurateurs, des couturiers, des coiffeurs, des tisseurs de raphia démontrent leur savoir-faire et exposent leurs produits à l'ITM/IHM.

Les visiteurs pourront aussi s'évader, par l'imaginaire, le temps d'une visite avec les perspectives proposées par les agences de voyage. Certes, le Salon a pour ambition d'être une rampe de lancement pour mettre définitivement le tourisme sur orbite et pour qu'il ait l'impact escompté sur l'essor de l'économie nationale. Mais, pour l'individu lambda, il pourrait aider à se faire une idée ou même choisir sa prochaine destination pour les vacances.

Transport aérien : des solutions en urgence pour Madagascar Airlines

GARRY FABRICE RANAIVOSON | 21 JUIN 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le président de la République a annoncé lors de l'ouverture du salon ITM à Ivato que des solutions seront mises en place d'ici deux semaines pour Madagascar Airlines. Ces mesures concernent principalement les vols intérieurs et visent à accompagner l'ouverture de la liaison aérienne entre Antananarivo et Dubaï.

Un tournant décisif

Ce sont les mots de Andry Rajoelina, président de la République, au sujet du développement du tourisme et par ricochet, le développement économique de Madagascar. Un point de situation qu'il a souligné dans son discours d'ouverture du Salon international du tourisme de Madagascar (ITM), hier, au Centre de conférence internationale (CCI), Ivato.

Afin de ne pas rater ce momentum, l'État compte renforcer les secteurs connexes, nécessaires à l'essor du tourisme, notamment le transport aérien. Dans son allocution d'hier, le locataire d'Iavoloha a mis l'accent sur le redressement de la compagnie Madagascar Airlines. “(…) D'ici deux semaines, nous allons mettre sur la table des solutions pour développer le tourisme et aussi le développement de Madagascar Airlines”, déclare-t-il alors.

À entendre l'allocution présidentielle, la remise à flot de Madagascar Airlines est pour accompagner l'ouverture de la connexion aérienne Antananarivo-Dubaï, par Emirates, annoncée pour le 3 septembre. Selon ses dires, les responsables de la compagnie aérienne émiratie affirment que "les réservations [pour la destination Madagascar] explosent". Andry Rajoelina ajoute, "il y a beaucoup d'opportunités à exploiter. Mais ils demandent des efforts [de la part de l'État]".

Le président de la République indique que les responsables d'Emirates assurent "qu'il y aura beaucoup de touristes qui vont venir du monde entier", mais qu'il y aura un point de "blocage". Selon ses dires, ces touristes veulent aller vers les destinations phares de la Grande île, comme Nosy Be ou Sainte-Marie. Et les incertitudes sur la liaison aérienne intérieure seraient un motif d'hésitation autant pour les voyageurs que les tours opérateurs. "(...) Dès lundi, nous allons mener une réunion avec Madagascar Airlines pour augmenter les flottes de notre compagnie pour relier les différentes provinces de Madagascar", annonce alors le président Rajoelina. Dans un premier temps, il s'agira donc d'assurer un maillage du territoire national par les vols de Tsaradia, la filiale de Madagascar Airlines chargée des vols intérieurs.

Haut de gamme

Serait-ce une coïncidence ou non, depuis hier, les images de quatre aéronefs de type ATR 72-600, aux couleurs de Tsaradia, ont circulé sur les réseaux sociaux. Les avions auraient décollé de l'aéroport de la ville allemande de Mönchengladbach et auraient pour destination finale Antananarivo, après quelques escales dans des villes européennes. La principale usine de maintenance des aéronefs ATR est basée dans cette ville allemande.

Contactés sur cette information sur ces aéronefs, les responsables concernés n'ont pas répondu jusqu'à l'heure. Une ligne ambiguë sur le sujet est pourtant inscrite dans le rapport du conseil des ministres du 13 juin. Elle parle de prise en charge par l'état de droits et taxes d'importation d'ATR 72-600, mais aussi de "réexportation". Quoi qu'il en soit, avec l'ouverture de la liaison aérienne Antananarivo-Dubaï, l'administration Rajoelina vise un double objectif. Ce double objectif consiste à relancer durablement Madagascar Airlines par le biais des vols intérieurs d'abord, et à stimuler le tourisme haut de gamme. "Cette nouvelle connexion sera la porte qui ouvrira Madagascar sur le monde, mais surtout à de nouvelles opportunités. Cette ouverture du ciel de Madagascar a encouragé d'autres pays comme l'Égypte, la Chine, l'Inde ou l'Israël à manifester leur intérêt pour desservir la Grande île", affirme le président de la République.

Avec l'ouverture de son ciel à des compagnies prestigieuses, Madagascar vise aussi l'essor du tourisme haut de gamme. Outre le renforcement du transport aérien, l'atteinte de cet objectif est également conditionnée par la qualité et diversité des offres, ainsi que le standing de l'hébergement. "La construction de onze mille cinq cents chambres supplémentaires réparties sur l'ensemble du territoire est pour nous, une priorité pour satisfaire la demande croissante", soutient ainsi Andry Rajoelina, avec un accent particulier sur les hôtels de luxe.

En conclusion de son discours d'hier, le chef de l'État a fait une autre annonce. "Il y a la finalisation des partenariats avec les compagnies aériennes, mais surtout l'implantation de complexes hôteliers. Et là, je l'annonce déjà. Je ne peux pas encore citer le nom de la société, ni de la compagnie, mais il y aura la construction de quinze hôtels cinq étoiles à Madagascar, qui vont démarrer cette année", lance-t-il.

Vanille : Une suspicion de blanchiment d'argent plane sur la filière

R.EDMOND. | 21 JUIN 2024 | MIDI MADAGASIKARA

La vanille malgache risque gros si l'on ne met pas rapidement un terme à des mauvaises pratiques, comme le blanchiment d'argent.

Après l'échec programmé de la tentative du marché dirigé, la vanille malgache n'est pas encore sortie du tunnel. La libéralisation des exportations qui a remplacé le système de la fixation d'un prix minimum ne résout vraisemblablement pas la crise de la vanille.

Pire, cette libéralisation sans balise ouvre, selon des professionnels de la filière, la voie à toutes les formes d'abus dont des actes de blanchiment d'argent concoctés par des politiciens véreux.

D'un extrême à l'autre

On rappelle qu'en 2020 et dans un objectif affiché de protéger les intérêts des paysans planteurs, le ministère de l'Industrialisation du Commerce et de la Consommation avait décidé de fixer un prix minimum de 75 000 ariary le kilo de la vanille verte et de 250 dollars le kilo de la vanille préparée à l'exportation. Après trois années d'essai non concluant, le département d'Edgard Razafindravahy a dû

rebrousser chemin en décidant une libéralisation totale de la filière. Un passage d'un extrême à l'autre en somme mais qui n'est visiblement pas une solution pour sortir la filière du gouffre dans lequel on l'a enfoncée. En effet, faute d'acheteurs internationaux qui se bousculent et en raison d'une concurrence de plus en plus rude de la part des autres pays producteurs, la vanille n'arrive plus à s'imposer sur le marché international. Et les premiers perdants, ce sont bien évidemment les pauvres planteurs à qui, on a promis monts et merveilles, mais qui arrivent actuellement à peine à vendre la gousse de vanille verte à 15 000 ariary. Le prix de la honte en somme.

Prix suspect

Quant aux exportateurs, du moins ceux qui jouent franc-jeu, ils ne s'en sortent pas non plus. Et pour cause, des exportateurs qui ne sont pas forcément honnêtes arrivent actuellement à exporter de la vanille à un prix très largement en dessous du coût de revient. On parle dans le

milieu de la vanille, de certains opérateurs qui proposent des offres à 22 dollars le kilo, notamment pour les exportations à destination des États-Unis. Un prix suspect quand on sait qu'au moins, le coût de revient de la vanille, arrivée à destination des États-Unis ou d'Europe, est estimé à 33,5 dollars le kilo. En effet, le prix de la vanille préparée pratiquée par les opérateurs locaux auprès des exportateurs est actuellement de 72 500 ariary le kilo, soit un coût matière, après dessiccation de 16,5 dollars (avec un taux de change de 4 400 ariary le dollar). À cela s'ajoutent les différents coûts comme la charge d'exploitation estimée à 4 dollars, les redevances à verser au Conseil National de la Vanille (CNV) également à 4 dollars, les 2 dollars de frais de mise à FOB, mais aussi les 7 dollars de fret. Ce qui fait un coût total de 33,47 dollars, hors marge bénéficiaire pour un kilo de vanille.

Un autre coup fatal

La question qui se pose est alors de savoir, pourquoi ces quelques opérateurs arrivent à vendre à 22 dollars le kilo. « Ce sont des offres impossibles à pratiquer sauf

s'il y a quelque chose de louche derrière l'opération », indique-t-on dans le milieu de la vanille. Certains opérateurs suspectent même la présence d'une poignée d'exportateurs qui sont de mèche avec des politiciens pour mener une opération de blanchiment d'argent. Des cas qui, s'ils sont avérés, méritent une attention particulière, de la part des autorités, mais également de la part du Pôle anticorruption dont le rôle est justement d'enquêter sur ce genre de méfaits qui peuvent porter un autre coup fatal à la filière vanille. Une filière qui risque, par ailleurs, d'être boycottée par les industriels et les importateurs qui, au nom du sacro-saint principe du marché équitable, refusent toutes formes de trafics et d'injustices dans ce marché de plus en plus concurrentiel de la vanille. Sans compter les opérateurs honnêtes et réguliers qui sont injustement pénalisés par ces mauvaises pratiques et se retrouvent avec des centaines de kilos de stock invendu. Lesquels lancent d'ailleurs un appel aux acheteurs internationaux pour qu'ils ne jouent pas le rôle de complices des auteurs de blanchiment d'argent.

Secteur bancaire: AFG Bank officialise son entrée à Madagascar

ARH. | 21 JUIN 2024 | LES NOUVELLES

L'AFG Bank marque son entrée dans le paysage bancaire malgache. Filiale du groupe panafricain Atlantic Group, AFG Bank Madagascar a officiellement inauguré son siège à l'Immeuble Gateway Ankorondrano à Antananarivo, hier. L'événement a réuni des personnalités de premier plan, dont les membres du gouvernement de Madagascar, de la Banky foiben'i Madagasikara (BFM) et non moins des dirigeants et têtes pensantes de l'Atlantic Group.

AFG Bank Madagascar promet d'introduire des solutions bancaires innovantes et personnalisées, répondant aux besoins diversifiés de sa clientèle, avec un accent sur la transparence, l'intégrité, et l'excellence du service client. L'objectif est de moderniser le paysage financier du pays, soutenant ainsi la croissance économique et favorisant l'inclusion financière.

Le directeur général d'AFG Bank Madagascar, Nicolas Roca, a exprimé sa gratitude envers le gouvernement malgache pour l'octroi de l'agrément bancaire. Il a surtout souligné la mission de l'Atlantic Group qui est de contribuer à la transformation économique du continent en augmentant l'inclusion financière.

« Madagascar est une terre d'opportunités », a-t-il déclaré, mentionnant le potentiel exceptionnel de l'île comme pivot de l'expansion du groupe. Ce qu'a confirmé le président

du conseil d'administration d'Atlantique Financial Group (AFG) Holding, Léon Konan Koffi, qui a également fait part de l'expansion du groupe dans le domaine de l'assurance très prochainement ainsi que l'acquisition de l'une des institutions de microfinances déjà présent à Madagascar. Avec un capital initial de 40 milliards d'ariary, AFG Bank Madagascar prévoit une croissance rapide. Sa stratégie se concentre sur quatre points, avec une priorité sur le digital, incluant l'accès aux données et l'Agency Banking pour atteindre des zones éloignées via les smartphones. L'accent sera également mis sur les offres destinées aux entreprises et la politique de prix compétitive.

Pour le gouvernement malgache, l'arrivée de cette nouvelle banque est une aubaine. « Actuellement, le taux de bancarisation à Madagascar est de seulement 5% », a confié la ministre de l'Economie et des Finances, Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison. « L'arrivée d'AFG Bank ne peut qu'améliorer cette situation, bénéficiant ainsi à notre économie et à l'inclusion financière ».

Cette inauguration marque le début d'un chapitre prometteur pour AFG Bank Madagascar et le Groupe Atlantic, avec des perspectives ambitieuses pour le développement économique et financier du pays